STOP AUX VIOLENCES INSTITUTIONNELLES SOUS TOUTES LEURS FORMES !

Le 25 novembre, journée internationale de lutte pour l'élimination des violences basées sur le genre

DOSSIER DE PRESSE 2026



SORALIA
Mouvement féministe et solidaire

SOFÉLIA
La Fédé militante des Centres de Planning familial solidaires

Solidaris
réseau

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte pour l'élimination des violences basées sur le genre. Chaque année, autour de cette date, **Sofélia et Soralia s'unissent pour dénoncer les violences qui touchent particulièrement les femmes***[1] et les minorités de genre.

En 2026, nos associations féministes, d'éducation permanente et membres de la Plateforme Mirabal, se mobilisent pour dire **« stop » aux violences institutionnelles** : celles qui touchent le milieu associatif et celles qui portent atteinte au droit de manifester.

Un tissu associatif fragilisé

Les violences basées sur le genre sont un problème structurel. Cela signifie qu'elles sont la manifestation d'une organisation sociale qui repose sur l'exploitation et les violences à l'égard des femmes* et des minorités de genre. En d'autres termes, les violences de genre ne sont pas « simplement » un ensemble de malheureux cas isolés mais bien des manifestations d'un système : **le patriarcat**.

Les violences à l'égard des femmes* en quelques chiffres :

- D'après l'ONU, dans le monde, **près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales** et sexuelles[2] .
- Selon l'enquête Eurostat EU-GBV 2021, **en Belgique, 1 femme sur 6** âgée de 18 à 74 ans a déjà subi au moins une violence sexuelle au cours de sa vie[3].
- Selon l'IWEPS, **en Wallonie, 42,5 % des femmes ont subi des violences par un·e partenaire** intime au moins une fois dans leur vie[4].
- **A Bruxelles, 71 % des victimes de violences intra-familiales sont des femmes**[5].

Compte tenu de leur ampleur, les violences de genre doivent être une **priorité des politiques publiques** pour être efficacement combattues. Pour cela, **des moyens financiers substantiels et pérennes doivent être accordés aux associations** et collectifs luttant contre les violences de genre[6], acteur·ice·s de terrain incontournables.

Pourtant, aujourd'hui en Belgique, le constat est tout autre : on assiste à une **fragilisation du tissu associatif**. Malgré l'existence de politiques publiques visant à combattre les violences de genre **, les acteur·ice·s de première ligne perdent des subsides**, voire se voient contraint·e·s d'arrêter leurs activités.

Dans sa campagne de sensibilisation « L'associatif, une histoire de nous pour nous » Soralia a décidé de mettre en lumière les attaques budgétaires et les accusations qui fragilisent la légitimité des associations. Privées de subsides suffisants, de nombreuses structures, particulièrement les plus petites, peinent à survivre, tandis que d'autres ont vu partir une

[1] Toute personne s'identifiant comme telle.
[2] Près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales ou sexuelles | ONU Info.
[3] Expérience des violences basées sur le genre en Belgique.
[4] Violence par partenaire intime - Iweps.
[5] Violences à l'égard des femmes. État des lieux de la situation en Région bruxelloise.
[6] Plan intrafrancophone contre les violences faites aux femmes, Vlaams actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld (2025–2029), Stratégie genre et droit des femmes (RW et FWB), Plan d'action national de lutte contre les violences.

grande partie de leur salarié·es faute de moyens pour pouvoir les garder. Elles se retrouvent ainsi à devoir répondre à des besoins sociaux grandissants, en compensant les manquements de l'État avec des moyens toujours plus limités.

Le cas de StopFéminicide

Rien que depuis le mois de septembre 2026, la presse a relayé au moins **trois cas de féminicides présumés[7]. Pourtant, aucun recensement de ces données n'est disponible à ce jour.** En cause ? La perte de subsides du blog StopFéminicide qui, depuis avril 2026, a entrainé l'arrêt de leur recensement.

Porté par la Plateforme féministe contre les violences faites aux femmes* (composée de dizaines d'associations féministes), ce blog existe depuis 2017. Il recense les cas de féminicides sur base d'une veille de l'actualité et de critères de définition du féminicide assez proches de ce que la loi StopFéminicide (2023) a adoptés.

Aline Dirkx, coordinatrice de la plateforme et chargée du recensement, rappelle que StopFéminicide est « **le seul organe de recensement qui a maintenant construit au cours des années une expertise qui est indéniable** »[8].

En effet, il n'existe à ce jour aucun chiffre officiel des féminicides. La loi StopFéminicide de 2023 ainsi que la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe ratifiée par la Belgique en 2016 prévoient pourtant une collecte de données statistiques[9].

Alors que la réalité de ces violences perdure, nous avons perdu le seul mécanisme effectif de suivi dont nous disposions. Dans le même temps, les institutions étatiques sont, à ce stade, incapables d'assurer un recensement à jour.

Ce que Sofélia et Soralia revendiquent :

- ✓ Un financement structurel et pérenne pour le blog StopFéminicide, en tant qu'acteur d'information et expert indépendant.
- ✓ Une application de ce que prévoit la loi StopFéminicide par les administrations et par le pouvoir politique.

[7] Terrible drame à Liège : Océane, 23 ans, perd la vie après avoir été retrouvée inanimée avec son bébé de trois mois, son compagnon privé de liberté ; Féminicide à Saint-Gilles : une mère de deux enfants violemment tuée - RTBF Actus ; Féminicide suspecté à Montigny-le-Tilleul : le compagnon placé sous surveillance électronique - RTBF Actus.

[8] Féminicides : la Belgique toujours sans recensement officiel

[99] L'IEFH prévoit la publication d'un premier rapport pour le début de l'année 2027. Le premier recensement officiel des féminicides en Belgique attendu début 2027 - RTBF Actus.

Le respect et la garantie du droit à manifester bafoués

La possibilité pour la société civile de s'associer n'est pas seulement entravée aujourd'hui par des mesures économiques citées plus haut. Elle l'est également dans la rue, par **une institution policière qui s'enlise dans la violence**, comme en témoignent ces derniers mois manifestant·e·s, médias et associations de défense des droits humains[10].

Pourtant, **le droit à manifester est à la fois un droit et une liberté fondamentale** dans une société qui s'autoproclame « démocratique »[11]. Nous alertons cette année sur **la peur, l'intimidation et la dissuasion** que ces violences impriment dans les esprits. Pour empêcher une société de se rassembler dans les rues pour porter des revendications, l'interdiction formelle du droit à la manifestation n'est pas nécessaire : il suffit de créer assez de craintes auprès des potentiel·le·s manifestant·e·s pour que ces dernier·e·s soient, de facto, dissuadé·e·s d'exercer ce droit.

Le 29 novembre, rejoignez Sofélia et Soralia dans les rues de Bruxelles pour manifester contre ces violences institutionnelles !

La réduction des moyens alloués au milieu associatif et les violences répétées lors de l'exercice du droit à manifester constituent, à nos yeux, des atteintes contre la liberté des citoyen·ne·s à constituer des mouvements d'opposition capables de porter une voix critique contre des décisions politiques.

Pour toutes ces raisons, Sofélia et Soralia vous invitent à nous rejoindre ce dimanche 29 novembre 2026, à Bruxelles.



Evénement Facebook : www.facebook.com/mirabal.belgium

[10] Comme l'ont dénoncé La Ligue des Droits humains, le Service Droits des Jeunes de Bruxelles, le Comité des Élèves francophones et Police Watch. LDH, SDJ, CEF, Police Watch, "On ne frappe pas les jeunes qui manifestent". Publication Instagram.

[11] Droit de manifester en danger : s'exprimer, mais à quel prix ? – Soralia.

Les actions de Sofélia et de ses Centres de Planning familial affiliés

Pour découvrir les actions organisées par les Centres de Planning familial affiliés à Sofélia, cliquez sur ce lien : Sofélia et ses Centres affiliés se mobilisent dans le cadre du 25 novembre - Sofelia

Soralia sur le terrain : la Campagne Ruban blanc



Du 25 novembre au 6 décembre, Soralia sera sur le terrain afin d'informer et de sensibiliser sur le fléau des violences faites aux femmes. Les animatrices et les bénévoles distribueront les pins « Ruban blanc » partout en Wallonie et à Bruxelles.

➡ Retrouvez les nombreuses activités de Soralia (Distributions de rubans blancs, expos, conférences, ciné-débats, etc.) sur notre site : Stop aux violences institutionnelles sous toutes leurs formes ! – Soralia

Contacts :

Soralia - stephanie.jassogne@solidaris.be - www.soralia.be
Sofélia - eloise.malcourant@solidaris.be - www.sofelia.be

Avec le soutien de :